

ÉLECTIONS EUROPÉENNES (J-II)

# L'Europe, c'est aussi le dumping social



Cinq ans après la fermeture du site Goodyear, c'est tout ce qu'il reste de la plus vaste usine de l'espace industriel d'Amiens.

## PICARDIE Le monde salarié a payé un très lourd tribut aux délocalisations intra-européennes.

Sous le soleil du mois de mai, le vaste plateau de craie blanche renvoie une lumière aveuglante. Là où se dressait autrefois la plus grande usine d'Amiens, il ne demeure qu'un « no man's land » avec au loin, quelques engins de chantier occupés à trier une montagne de gravats. Ultimes vestiges de l'usine Goodyear qui faisait jadis la fierté d'Amiens et de ceux qui y travaillaient. Fermée pour être délocalisée en grande partie en Pologne. Sinon « grâce », tout au moins avec la bénédiction de l'Union Européenne. « L'Europe, c'est aussi ça ; celle du fric, du dumping social et de la délocalisation de nos productions sciemment orchestrée de longue date, pour organiser la non-rentabilité de notre usine », tempête Évelyne Becker, représentante CGT qui a mené pendant sept ans le combat contre la fermeture du site, et aujourd'hui candidate « Insoumise » aux Européennes. Moins de 290 € en Bulgarie, 430 € en Lettonie contre 2071 € au Luxembourg et 1521 € en France... Dans son obsession normative, l'Europe a oublié l'essentiel : l'harmonisation sociale et fiscale autour, notamment, d'un salaire minimum. Résultat : l'Union reste synonyme de distorsions de concurrence considérables d'un pays à

ÉLECTIONS  
EUROPÉENNES  
2019

l'autre, favorisant de facto le dumping social. En l'absence d'inventaires et d'études précises, difficile d'avoir des chiffres. Mais les économistes s'accordent à dire qu'une délocalisation sur deux en Europe se fait en direction de... l'Europe. Et la Picardie a payé un lourd tribut à la pratique. En 2009, le fabricant allemand de pneumatiques Continental ferme son usine de Clairoux pour produire en Roumanie. Plus de 1100 emplois sont détruits dans le Compiégnois. Quelques années plus tôt, Case-Poclair le fabricant Étasunien de chargeuses-pelleteuses avait liquidé son site de Crépy-en-Valois et avec lui les 300 emplois qui subsistaient dans une usine qui en avait compté plus de 1000, pour aller produire à Imola en Italie et en ex-République démocratique allemande.

« L'ELDORADO POUR LES GROUPES »  
« Six ou sept ans avant, le groupe avait investi des sommes colossales pour moderniser l'usine, se souvient Daniel Beurdeley, maire communiste de Longueuil Annel et en son temps délégué syndical CGT de l'usine. Les bas salaires pratiqués en Hongrie avaient déjà amené le groupe à y délocaliser la fabrication des flèches. Ceux pratiqués en Allemagne de l'Est et les subventions de l'Union européenne pour une installation dans ce pays, l'ont amené à

y transférer le reste des activités. De ce point de vue-là oui, on peut en vouloir à l'Union européenne qui n'a jamais voulu harmoniser les conditions de travail, les rémunérations et les cotisations sociales. » Plus près, l'usine Whirlpool d'Amiens a subi le même sort. Jugée insuffisamment rentable, la chaîne de fabrication des sèche-linge a été délocalisée à Lodz en Pologne en juin 2018, entraînant la fermeture du site. Quinze ans plus tôt, le transfert à Poprad en Slovaquie de la fabrication des lave-linge « top » lui avait déjà porté un coup sévère. « L'Europe a évidemment une grosse responsabilité dans cette affaire, estime Patrice Sinoquet, représentant syndical CFDT du site. Nous sommes allés à Lodz. La gare de cette ville, c'est Las Vegas, et c'est le contribuable qui a payé. Tout y est fait pour attirer les industriels. Le terrain ne coûte rien, tout est pris en charge... On nous dit que c'est l'Eldorado pour les salariés ; en tout cas, c'est celui des groupes. Hutchinson, Bosch, Siemens... Ils sont tous là-bas ! » « Le pire, c'est qu'aujourd'hui le transfert de la production à Lodz amène à réimporter en France les sèche-linge qui y sont fabriqués ; 900 camions sur les routes chaque année alors qu'on prétend lutter contre le réchauffement climatique », glisse François Gorlia, délégué CGT de l'usine. L'Europe il est vrai, n'est pas à un paradoxe près. ■ PHILIPPE FLUCKIGER

## LA QUADRATURE DU CERCLE ?

Comment harmoniser les conditions sociales et fiscales entre des pays à la culture et au passé aussi différents que la France et l'Allemagne d'un côté, la Bulgarie ou la Lettonie de l'autre... Un coup d'œil au tableau ci-dessus suffit à mesurer les écarts qui séparent ces nations. Et même si l'on considère que le montant du Smic et donc celui des rémunérations n'est pas le tout - mieux vaut dans l'absolu, raisonner en termes de pouvoir d'achat en mettant en face des salaires les prix des biens et des services - il reste un fossé abyssal que l'Europe très « germanocentrée », n'a jamais vraiment cherché à combler. Et pour cause, les

groupes industriels notamment, mais aussi ceux qui sont dans les activités de services, surfent sur cette concurrence. Entre 2003 et 2016, les délocalisations intra-européennes (47 % des transferts d'activité contre 12,7 % à peine en direction de la Chine et de l'Inde) auraient provoqué la destruction de 200 000 emplois. Mais elles ont aussi généré des bénéfices considérables pour les groupes qui les ont entreprises. Et voilà résumée l'impasse à laquelle sont confrontés les tenants d'une Europe « sociale », l'UE ayant avant tout été pensée comme une union économique. ■

## Le montant du Smic en Europe en 2018



Six autres États membres  
Autriche, Chypre, Danemark,  
Finlande, Italie, Suède  
ont fixé un salaire minimum  
par branches ou prévoient  
que les salaires minimums  
soient déterminés par négociation  
entre les partenaires sociaux.